

Volte-face sur le sort des cerfs à Longueuil

Longueuil, 24 novembre 2020 — Quelques heures après que la mairesse ait annoncé son recul sur l'option d'abattre 15 cerfs au parc Michel-Chartrand, l'opposition officielle de la Ville de Longueuil est soulagée qu'une option plus acceptable socialement soit demandée au Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). Les élus de l'opposition avaient formulé cette demande lors de la dernière séance du Conseil de Ville, avant d'être les seuls à voter contre la solution d'abattre les cerfs.

L'opposition officielle félicite également l'implication exemplaire de nombreux acteurs déterminants dans le dossier. L'organisme Sauvetage Animal Rescue, Mme France Carbonneau, M^e Anne-France Goldwater ainsi que des milliers de citoyens qui se sont impliqués de façon constructive dans un débat démocratique depuis le 10 novembre dernier.

« C'est d'abord et avant tout une victoire pour la mobilisation citoyenne exceptionnelle des derniers jours. Ils ont été en mode solution, pour offrir une alternative clé en main qui tient compte des exigences du ministère. Malgré tout, je regrette le ton avec lequel la mairesse de Longueuil répond aujourd'hui à leurs propositions. », a déclaré la conseillère du district de LeMoyne-de Jacques-Cartier, Colette Éthier.

« Dans l'avenir, on peut seulement souhaiter que Longueuil ait le réflexe de consulter la population sur des enjeux semblables plutôt que de s'appuyer sur des recommandations formulées à huis clos par un petit groupe d'élus. La surpopulation d'une espèce animale dans un milieu urbain est un problème vécu partout au Québec. Le cas des cerfs du parc Michel-Chartrand fera certainement école comme un exemple parfait de ce qu'il ne faut pas faire. », selon le chef de l'opposition à Longueuil, Xavier Léger.

Rappelons que l'organisme Sauvetage Animal Rescue propose de relocaliser les cerfs sans frais pour la Ville, tandis que l'option de l'abattage des cerfs devait coûter 65 000\$. L'ensemble des élus de l'opposition officielle souhaite maintenant que la somme d'argent qui sera finalement économisée soit versée directement aux banques alimentaires du territoire.